

La Lettre du Viêt Tân

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques



Viêt Tân vous souhaite une excellente année 2007.

Répondant à l'appel du Bloc 8406, nous vous appelons à vous habiller en blanc tous les 1er et 15 du mois, pour soutenir le mouvement démocratique vietnamien.

Que progresse la démocratie dans le monde, en particulier au Viêt Nam !

2007 – Première année de la fin

Nguyen Ngoc Duc

Sommaire

- 1 2007—Première année de la fin
- 3 L'avenir du Viêt Nam après son adhésion à l'OMC
- 4 Des élus australiens soutiennent la démocratisation du Viêt Nam
- 5 Lettre du Premier Ministre néo-zélandais au Viêt Tân
- 6 Les relations américano-sino-Vietnamiennes après l'APEC
- 8 Le Congrès US accorde le statut PNTR au Viêt Nam
- 10 Voyage aux Etats-Unis dissident Nguyen Chinh Ket
- 12 La vérité sur l'abrogation du décret 31/CP
- 14 Les USA maintiennent la pression sur le Viêt Nam
- 15 Les drames après la Journée Nationale de la Résistance

Fin 2006, la conférence en ligne sur Paltalk organisée à l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme a marqué l'histoire. C'était la première fois qu'une conférence rassemblait des dissidents de l'intérieur et de l'étranger, des organisations et des politiciens étrangers soutenant le mouvement de lutte pour la démocratie au Viêt Nam, dans un débat sur la démocratisation du pays. Bien que les autorités vietnamiennes aient cherché à l'empêcher et à la saboter, la conférence s'est quand même bien déroulée. *L'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme* a réussi son premier défi.

Fin 2006, la conférence de presse du professeur Nguyen Chinh Ket en Californie constitue

également un événement historique. C'est la première fois qu'un dissident vietnamien utilise sa liberté de voyager en se rendant aux États-Unis pour porter la parole des autres dissidents, outrepassant les blocages du régime communiste. Le professeur Ket a affirmé sa volonté de rentrer au Viêt Nam prochainement, bien qu'il ne sache pas ce qui l'attend. Ce voyage marque aussi une avancée dans la lutte pour la démocratie, à savoir l'utilisation de la liberté de voyager, quelques soient les blocages du régime, qui s'ajoute à d'autres avancées telles que la création des journaux indépendants *Liberté d'Expression et Liberté & Démocratie*. Ces deux journaux ont été créés pour utiliser pleinement la liberté de presse, avec ou sans l'autorisation du pouvoir.

Ces deux événements ne sont que les derniers d'une longue série d'événements qui se sont produits en 2006, si bien que cer-





L'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme a été créé le 16 octobre 2006.

tains observateurs ont qualifié 2006 d'année la plus longue depuis que le Parti Communiste Vietnamien (PCV) a imposé sa dictature sur tout le Viêt Nam, le 30 avril 1975. En effet, en l'espace de 12 mois, bien des choses que les vietnamiens attendaient depuis longtemps se sont produites les unes après les autres. Les vietnamiens attendaient l'arrivée d'un mouvement qui lutte ouvertement pour la démocratie ; le Bloc 8406 est né. Les vietnamiens attendaient la création de journaux indépendants, hors du contrôle du régime ; les journaux *Liberté d'Expression et Liberté*

& *Démocratie* sont nés. Le *Syndicat Indépendant*, la *Confédération des Ouvriers et Agriculteurs* ont été créés pour que les travailleurs vietnamiens puissent défendre leurs droits légitimes. La création de *L'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme* répond au besoin d'unité des militants, des organisations qui luttent de l'intérieur comme de l'étranger, afin de former un vaste mouvement en faveur de la démocratie.

Les événements de 2006 ne sont pas fortuits. Ils résultent d'une longue lutte menée par les vietnamiens de l'intérieur et de l'étranger, visant à mettre fin à la dictature du PCV. Lorsque le mur érigé par le régime pour empêcher tout changement politique sera ébréché, même modestement, la lutte pour la démocratie connaîtra une flambée spectaculaire, amenant d'autres événements aussi marquants que ceux

de 2006.

Les bonds en avant de 2006 nous permettent d'être raisonnablement optimistes et d'affirmer que la lutte pour la démocratie approche de son but. Optimisme lucide, pour ne pas croire que tout serait déjà acquis, que le chemin vers la démocratie serait entièrement libre ; mais optimisme moteur pour vaincre le découragement qui pourrait nous atteindre lorsque le régime semble réussir à maintenir sous contrôle les dissidents et lorsqu'il affirme sa volonté de rester au pouvoir.

Réalisme et détermination sont indispensables dans la lutte pour la démocratie. Le réalisme c'est comprendre que le pouvoir du PCV reste considérable alors que les forces démocratiques restent



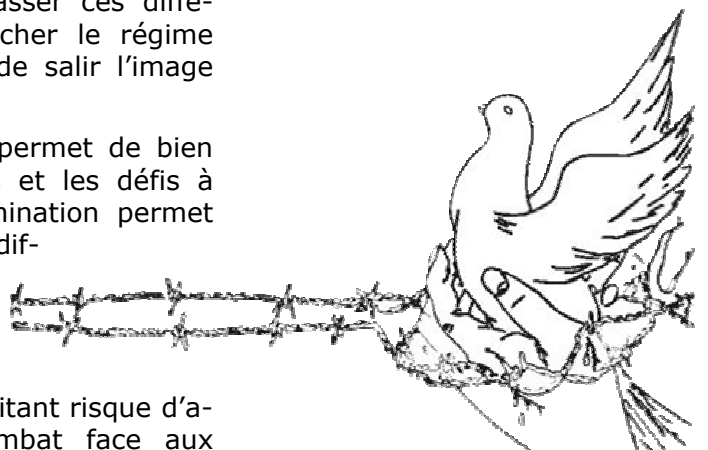
Optimisme et détermination pour 2007

très faibles. Le réalisme c'est aussi comprendre que les militants démocrates, mêmes s'ils s'engagent corps et âme dans le mouvement, restent des hommes, avec leurs qualités et leurs défauts propres. Ainsi s'expliquent les mésententes occasionnelles entre dissidents, qui restent somme toute normales dans les relations humaines. La détermination, c'est s'efforcer de dépasser ces différends pour empêcher le régime de les exploiter, de salir l'image des militants.

Si le réalisme permet de bien voir les difficultés et les défis à relever, la détermination permet de surpasser ces difficultés entravant la marche vers la démocratie. Sans la détermination, le militant risque d'abandonner le combat face aux difficultés rencontrées. Assuré-

ment, le régime communiste ne s'effondrera pas du jour au lendemain. Mais sa puissance s'érode davantage chaque jour. Nous sommes certains qu'avec les bonnes méthodes, appliquées aux endroits stratégiques, nous pourrions abattre les piliers qui soutiennent actuellement le régime. Il est également certain que la puissance du mouvement démocratique n'explosera pas au point de rivaliser subitement avec le pouvoir en place. En revanche, si l'on compare l'année 2006 et les années précédentes, la puissance du mouvement démocratique s'est considérablement accrue, avec l'adhésion de nombreuses personnes issues de différentes catégories de la société. Nous pouvons être confiants car avec la conjugaison de tous nos efforts, ceux d'une alliance intelligente, avec notre esprit de cohésion, le mouvement démocratique rassemblera davantage de personnes jour après jour et gagnera en puissance, pour enfin faire pencher la balance du pouvoir vers le camp de la démocratie.

Avec réalisme et détermination, nous entrons dans la nouvelle année avec la volonté d'affronter un nouveau défi : faire de l'année 2007 le commencement de la fin de la dictature sur le sol vietnamien. ■



L'avenir du Viêt Nam après son adhésion à l'OMC



La révolution des technologies de l'information, commencée dans les dernières décennies du 20ème siècle, tend à faire disparaître les frontières, favorisant ainsi la mondialisation. Le développement tous azimuts de l'industrie de l'information influence déjà le développement de l'économie mondiale et sera, durant tout le 21ème siècle, au coeur de la concurrence internationale. Chaque pays doit augmenter sa puissance économique afin d'augmenter sa compétitivité dans le monde. Or la compétition économique se fait toujours plus âpre. Dans ce contexte, pour profiter des bienfaits de la concurrence internationale, au lieu d'en être victime, il faut impérativement pousser ses atouts économiques et maîtriser son intégration dans l'économie mondialisée.

Le Parti Communiste Vietnamien (PCV) ne peut aller à rebours de l'économie mondiale. D'ailleurs, le Viêt Nam est devenu le 150ème membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), quelques jours avant la tenue du 14ème sommet des pays de l'APEC (Coopération Économique en Asie-Pacifique). Signe que l'intégration du Viêt Nam dans la communauté internationale connaît quelque réussite.

L'adhésion du Viêt Nam à l'OMC est censée donner trois atouts à l'économie vietnamienne :

L'augmentation des perspectives d'exportation vers les marchés mondiaux, en particulier vers les États-Unis et l'Europe.

De meilleures chances d'attirer au Viêt Nam les investissements directs étrangers.

L'accélération du rythme des réformes économiques et de l'appareil administratif.

Mais le Viêt Nam doit faire face aux défis et risques suivants :

1) Les ouvriers ne pourront toujours pas se défendre. Afin d'exploiter une main d'oeuvre bon marché, les compagnies internationales investiront dans les secteurs nécessitant beaucoup de main d'oeuvre. Les intérêts des ouvriers vietnamiens et leurs bonnes conditions de travail ne seront pas leur priorité. Souffrant de la connivence entre syndicats d'état, organes administratifs et entreprises étrangères, l'ouvrier vietnamien se fera largement exploiter et ne bénéficiera pas des bienfaits de l'intégration économique.

2) Les fruits de l'intégration économique seront recueillis par la minorité au pouvoir. Avec l'alliance entre les hauts fonctionnaires et les capitalistes

rouges, les paysans et les petits entrepreneurs, qui ne sont pas réunis au sein d'une fédération, seront lésés lorsqu'ils vendront leur production ou achèteront les matières premières aux grandes compagnies. La privatisation des entreprises publiques est tout aussi préoccupante car elle s'effectue sans contrôle, sans vision stratégique. De ce fait, le patrimoine national se retrouvera dans les mains de ceux qui détiennent, aujourd'hui, le pouvoir. Même les terres des agriculteurs font l'objet de saisies par les autorités, pour ensuite être louées aux sociétés étrangères. Dans tous les contrats, des fonctionnaires corrompus prélèvent leur part.

3) Les secteurs subissant la concurrence internationale risqueront la faillite. Lorsque les marchés vietnamiens seront ouverts à la concurrence internationale, les entreprises domestiques seront logées à la même enseigne que les entreprises étrangères. S'il s'agit d'entreprises d'état, les autorités vietnamiennes recourront généralement aux mesures protectionnistes ou bien les subventionneront pour les protéger de la concurrence étrangère, alors que les entreprises privées, dont le nombre s'accroît rapidement, ne bénéficieront d'aucune protection ni d'aucune facilité de fonctionnement. Cette situation poussera à la faillite un certain nombre d'entreprises





26,2% des enfants souffrent de malnutrition en 2004, soit 1,8 million d'enfants concernés.

36% des enfants de moins de 5 ans souffrent retard de croissance.

Source : Unicef

vietnamiennes, victimes de la concurrence des entreprises étrangères, avec pour conséquence de nombreux licenciements. À ce jour, les autorités au pouvoir n'ont prévu aucun plan d'action pour former les entreprises domestiques à la concurrence, ni de programmes sociaux pour aider les personnes au chômage à se reconvertir professionnellement.

4) La dégradation environnementale va s'accroître, aux dépens des générations futures. Au vu de la situation actuelle, il semble très probable que le pouvoir suivra l'exemple chinois, pour privilégier les profits à court terme. Pour les sociétés étrangères, outre l'avantage d'une main d'œuvre bon marché, l'absence de législation sévère sur les normes environnementales sera un argument de poids lorsqu'elles envisageront d'investir dans des pays comme la Chine ou le Viêt Nam. En Chine aujourd'hui, après seulement 10 ans de développement économique sans respect pour la nature, un tiers du territoire souffre de pluies acides, plus de la moitié des canaux sont pollués, plus de 300 millions de personnes n'ont plus accès à l'eau potable, de nombreuses maladies dont on ignore l'origine surgissent et se propagent, laissant des fardeaux aux générations futures.

5) Le Parti Communiste Vietnamien continue à freiner le développement durable. Ce problème est le plus grave. Avec

l'objectif de garder le pouvoir et de servir la minorité dirigeante, les politiques menées par le PCV constituent un frein empêchant le Viêt Nam de s'intégrer pleinement à la communauté internationale, et de bénéficier de la mondialisation. En voici quelques preuves :

Le Parti Communiste Vietnamien n'a cessé d'être à la botte et de céder les intérêts nationaux à Pékin, comme la cession des territoires et des zones maritimes à la Chine en 2000.

Le Parti Communiste Vietnamien continue de garder le monopole des médias de masse et empêche la population d'assimiler les connaissances de l'humanité, notamment via un accès libre au réseau Internet.

Le Parti Communiste Vietnamien continue d'empêcher la formation de manière indépendante des alliances, collectifs, rassemblements, associations entre citoyens autour de sujets sociaux, religieux, politiques ou culturels. Ce blocage empêche le développement d'une société civile qui permettrait de résoudre certains maux de la société et ceux liés au progrès économique.

Le Parti Communiste Vietnamien continue de détourner le système judiciaire afin de l'utiliser arbitrairement à tous les niveaux, avec pour conséquence une corruption endémique qui touche notamment l'économie.

L'adhésion du Viêt Nam à l'OMC, en favorisant les projets d'investissement, ne créera que plus d'opportunités pour les

« capitalistes rouges » qui s'entendront avec les capitalistes étrangers pour amasser les profits, aux dépens des intérêts à long terme de la nation.

Devant ces défis, que devons-nous faire ?

Le Viêt Nam a déjà rejoint l'OMC, et c'est irréversible. Si le peuple vietnamien ne prenait pas l'initiative de lutter énergiquement pour ses intérêts, le Parti Communiste Vietnamien, de son plein gré, n'amènerait jamais le pays dans le camp des nations modernes. En même temps, le régime communiste vietnamien amasserait davantage de moyens financiers pour consolider son pouvoir, achèterait des laquais pour assurer sa protection. C'est pourquoi, afin de mettre fin le plus tôt possible à la dictature communiste et stopper les méfaits à long terme qui pèseront sur l'avenir de notre peuple, le Parti Révolutionnaire pour la Réforme du Viêt Nam propose aux vietnamiens de l'intérieur comme de l'étranger, aux organisations démocratiques, aux partis politiques non communistes, de réfléchir aux actions suivantes :

1) Tirer le meilleur parti des progrès technologiques pour abattre le mur de la désinformation. Aider par tous les moyens les compatriotes à l'intérieur du pays à recevoir rapidement des informations utiles, à bien comprendre le fonctionnement normal d'une société dans le monde.

2) Exploiter au mieux le



PaTalk permet des discussions en ligne entre les internautes vietnamiens avec le reste du monde.



droit international et les règlements intérieurs des firmes multinationales pour demander la création de syndicats indépendants afin que les ouvriers, les agriculteurs, les petits commerçants puissent se défendre par eux mêmes ; demander la création de coopératives agricoles indépendantes de l'état afin que les agriculteurs puissent exporter directement leur production.

3) Exploiter au maximum les relations entre le Viêt Nam et le reste du monde afin de braquer le projecteur sur les maux de la société vietnamienne. Demander la coopération des Organisations Non Gouvernementales (ONG) pour qu'elles aident à panser les plaies sociales de tous ceux que la concurrence économique a mis à l'écart de la société. C'est le premier pas pour construire une vraie société civile au Viêt Nam. Par ailleurs, à travers cette aide, rechercher les personnes qui pourraient participer à la lutte pour mettre fin à la dictature communiste, et construire une société libre et démocratique.

4) Tirer le meilleur parti des sources d'informations et analyser les textes légaux du régime pour publier la liste des policiers et cadres de la fonction publique qui profitent de leur fonction pour s'enrichir personnellement ou qui commettent des exactions envers la population, envers les dissidents. Cette liste nominative devra être diffusée largement sur le réseau Internet afin qu'elle soit connue de tous. Cette action est nécessaire pour neutraliser les fonctionnaires qui protègent la dictature.

5) Inciter la population à utiliser pleinement les droits qui sont inscrits dans les textes juridiques pour s'opposer légalement aux abus de pouvoir des policiers.

6) Exploiter toutes les occasions de coopération entre les vietnamiens de l'intérieur et de



Depuis 23 ans, la radio **Chân Trời Mới (Nouvel Horizon)** du Viêt Tân émet quotidiennement de 20h30 à 21h30 vers le Viêt Nam sur la fréquence 1503 AM-Khz, contribuant à briser le mur de la désinformation du régime.

l'étranger pour protéger l'environnement du pays. **Les communautés vietnamiennes à l'étranger peuvent organiser des campagnes de dénonciation et de boycott des marchandises des entreprises qui ne respectent pas l'environnement au Viêt Nam.** Les compatriotes de l'intérieur peuvent dénoncer publiquement les hauts fonctionnaires qui autorisent la construction des installations dégradant l'environnement.

L'OMC apportera son lot d'opportunités pour le pays. Mais ces opportunités bénéficieront-elles

réellement à la population, au développement du pays, aux intérêts à long terme du peuple ? La réponse dépend des actions de chacun d'entre nous. Même avec un régime plein de bonnes volontés, ces objectifs seraient difficile à atteindre ; alors que dire dans le cas d'un régime dictatorial et corrompu comme le régime communiste vietnamien ? L'avenir de la nation dans une économie mondialisée est jonché d'incertitudes et de difficultés. C'est seulement avec un régime démocratique, qui mettra les intérêts de la population et du pays au dessus de tout, que l'on peut espérer **limiter le prix que paieront les prochaines générations de Vietnamiens à cause des erreurs de leurs aînés.**

Le parti Viêt Tân propose soigneusement aux compatriotes de l'intérieur et de l'étranger, aux organisations, aux mouvements qui partagent cette analyse, de se mobiliser et d'agir concrètement pour atteindre l'objectif final : mettre un terme à la dictature communiste et rénover notre Viêt Nam bien aimé.

**Le 10 Décembre 2006
Parti pour la Réforme
du Viêt Nam.**

S'habiller en blanc tous les 1^{er} et 15 du mois

Depuis décembre 2006, le Bloc 8406 appelle tous ceux et celles qui soutiennent le mouvement démocratique au Viêt Nam à s'habiller en blanc les 1^{er} et 15 de chaque mois, qu'ils soient au Viêt Nam ou à l'étranger.

Paris,
place de la Bastille,
1^{er} Janvier 2007



Des élus australiens soutiennent la démocratisation du Viêt Nam



Cérémonie de signature au parlement australien en soutien au mouvement de démocratisation du Viêt Nam

Le 6 décembre 2006 au Parlement Fédéral à Canberra, s'est déroulée la cérémonie des signatures en soutien au mouvement démocratique vietnamien, notamment au Manifeste 2006 pour la Démocratie et la Liberté rédigé par le Bloc 8406. C'est un jour important pour la Communauté Vietnamienne d'Australie, et plus généralement, pour la lutte pour la démocratie au Viêt Nam. À l'origine de cette initiative se trouve le député du Parti Travailleuse Chris Bowen qui a, de concert avec la Communauté Vietnamienne, déployé de gros efforts durant plusieurs semaines pour convaincre les parlementaires d'adhérer à ce mouvement.

Chris Bowen a invité ses collègues à la cérémonie des signatures ce mercredi à 11 heures, dans une salle de réunion du Parlement Fédéral. Quelques jours

auparavant, le ministère vietnamien des affaires étrangères avait émis une note diplomatique protestant auprès du gouvernement australien contre cette cérémonie. Une fois de plus, les autorités communistes vietnamiennes ont échoué devant le profond respect pour la démocratie des élus australiens car la cérémonie de soutien aux démocrates vietnamiens s'est déroulée comme prévu.

Bien qu'ayant des agendas très chargés, une trentaine de parlementaires sont venus officialiser leur soutien en apposant leur signature. Outre le député Chris Bowen, il y avait le sénateur Gary Hum-

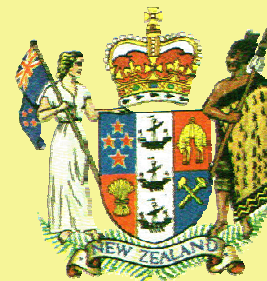
phries, la députée Julia Irwin, Michael Hatton, Bernie Ripoll, Peter Garrett, Laurie Ferguson, Simon Crean, Tony Burke, et bien d'autres. Des personnalités de la communauté vietnamienne étaient également présentes à cette cérémonie, comme le Dr Nguyen Manh Tien (président de la Communauté), M. Le Cong, le vénérable Thich Quang Ba, M. Phan Dong Bich, maître Vo Tri Dung, M. Henry Dang, ainsi que des médias de langue vietnamienne.

Chris Bowen a ouvert la cérémonie en remerciant ses collègues pour leur présence. Le docteur Nguyen Manh Tien a exprimé sa reconnaissance au nom de la Communauté Vietnamienne d'Australie. Ensuite, il y eut une séance de questions-réponses concernant l'avenir, sur les attitudes et actions envisageables, notamment sur l'adoption d'un futur décret sur la Démocratie au Viêt Nam. Pour finir, les élus ont tour à tour apposé leur signature de soutien au mouvement démocratique vietnamien. ■



Le sénateur Gary Humphries, défenseur de longue date des démocrates vietnamiens

Lettre du Premier Ministre néo-zélandais au Viêt Tân



LE PREMIER MINISTRE

Le 13 décembre 2006

Tien Do Manh
Parti pour la Réforme au Viêt Nam
Section Néo-zélandaise
PO Box 19154
WELLINGTON

Cher Tien Do Manh,

Je vous remercie pour votre lettre du 10 novembre 2006 concernant le processus de démocratisation et la situation des droits de l'homme au Viêt Nam. Je vous réponds aussi au nom du ministre des affaires étrangères.

Le Viêt Nam et la Nouvelle-Zélande partagent des relations bilatérales dans lesquelles de nombreux sujets, y compris ceux des droits de l'homme et de la gouvernance, sont évoqués. Vous pouvez être assuré que la Nouvelle-Zélande, en toute occasion, continuera d'encourager le Viêt Nam à plus de démocratie et de plus de respect des droits de l'homme fondamentaux.

En tant que pays défenseur de la démocratie et des droits de l'homme, la Nouvelle-Zélande exhorte tous les pays, y compris le Viêt Nam, à respecter les principes universels des droits de l'homme. Pendant la visite du premier ministre Phan Van Khai en Nouvelle-Zélande, en 2005, lui et moi nous avons signé une Déclaration de Co-opération entre le Viêt Nam et la Nouvelle-Zélande. Cette déclaration appelle les deux parties à travailler ardemment en faveur des droits et de la liberté des peuples.

J'ajoute que, régulièrement, notre ambassade s'enquiert auprès du gouvernement vietnamien de ces questions et de la question plus générale des droits de l'homme au Viêt Nam.

Cordialement

Helen Clark
Premier ministre



Manifestation contre la venue du Premier Ministre Vietnamien Phan Van Khai à Wellington, le 9 mai 2005



Prime Minister

13 December 2006

Tien Do Manh
The Viet Nam Reform Party New Zealand Chapter
PO Box 19154
WELLINGTON

Dear Tien Do Manh

Thank you for your letter of 10 November 2006 in relation to the democratisation process and human rights situation in Viet Nam. I am also replying on behalf of the Minister of Foreign Affairs.

New Zealand and Viet Nam share a bilateral relationship where numerous issues, including human rights and governance are canvassed. You can be assured that New Zealand will continue to encourage Viet Nam, wherever the opportunity arises, towards greater democracy and support for fundamental human rights for all its peoples.

As a country committed to democracy and the protection of human rights, New Zealand urges all countries, including Viet Nam, to adhere to universal human rights standards. During Prime Minister Phan Van Khai's visit to New Zealand in 2005, he and I signed a Declaration on Co-operation between New Zealand and Viet Nam. The Declaration calls for both sides to actively work towards ensuring that the rights and freedoms of peoples are protected.

I also note that the Embassy raises New Zealand's expectations on these matters in particular, and Viet Nam's human rights record more generally, on a regular basis with the Vietnamese Government.

Yours sincerely

Helen Clark
Prime Minister

Parliament Buildings, Wellington, New Zealand.



Les relations américano-sino-vietnamiennes après le 14ème sommet de l'APEC

Ly Thai Hung

En arrivant au Viêt Nam pour le sommet de l'APEC, Georges W. Bush et Hu Jintao avaient d'autres projets en tête que la coopération économique en Asie-Pacifique. C'est la raison pour laquelle les médias se sont largement focalisés sur les rencontres bilatérales Viêt Nam - États-Unis et Viêt Nam - Chine. Pourquoi ?

La visite officielle de Hu Jintao au Viêt Nam commence le 15 novembre, soit deux jours avant le sommet. Pour préparer le terrain, son ministre des affaires étrangères Li Zhaoxing est arrivé à Hà Nội le 11 novembre. Le but de Li Zhaoxing est de convaincre les dirigeants communistes vietnamiens de créer, à l'initiative de la Chine, un Comité des Relations Bilatérales, régissant les questions stratégiques entre les deux pays. Les grandes lignes de ce Comité ont été présentées par Pékin au Parti Communiste Vietnamien (PCV) en octobre, avec pour objectif de l'officialiser lors de la visite officielle de Hu Jintao en novembre. Sous la pression de la Chine, le PCV signe la création du Comité des Relations Bilatérales le 16 novembre, avec Pham Gia Khiem, vice-premier ministre, nommé co-président du Comité. Son homologue chinois est Li Zhaoxing. Si la Chine est aussi pressée de créer ce Comité, c'est bien pour signifier aux États-Unis qu'elle a toujours une grande influence sur le petit frère communiste vietnamien.

Au cours de son entretien avec Nong Duc Manh (Premier Secrétaire du PCV) et Nguyen Minh Triet (Président du Viêt Nam), Hu



Jintao fait 4 nouvelles propositions qui seront étudiées par les vietnamiens. Il s'agit de :

1) Augmenter la coopération économique entre les deux nations.

2) Réformer les structures pour atteindre les 15 milliards de dollars dans les échanges commerciaux bilatéraux à l'horizon 2010.

3) Augmenter le nombre de grands projets communs (5 grands projets ont été lancés le 16 novembre pour un montant de 3,6 milliards de dollars).

4) Augmenter la coopération économique avec les organisations internationales. La Chine serait disposée à faire partager au Viêt Nam son expérience commerciale acquise depuis son intégration à l'OMC.

Ces propositions ajoutées à la création du Comité montrent que Pékin n'entend pas laisser le Viêt Nam pencher du côté des États-Unis dans les domaines économi-

ques et géostratégiques. Les propositions de Hu Jintao montrent également que la Chine surveille de près les relations entre Hà Nội et Washington et voit d'un mauvais œil le rapprochement des anciens ennemis.

Pour sa part, avant de séjourner au Viêt Nam du 17 au 19 novembre, Georges W. Bush a dépêché à Hà Nội la Secrétaire d'État Condoleezza Rice et le conseiller national à la sécurité Stephen Hadley pour préparer les discussions avec Nong Duc Manh. En principe, ces discussions devraient être menées par la Secrétaire d'État et non par le Président en personne. Ce changement montre que Washington joue simultanément sur deux plans. D'un côté, l'administration Bush retire le Viêt Nam de la liste des pays violant la liberté religieuse (CPC) avant que Rice atterrisse à Hà Nội et pousse le



Rencontre bilatérale entre George W. Bush et Nguyen Minh Triet, en marge du sommet de l'APEC

Les pressions de Georges Bush et Hu Jintao démontrent qu'américains et chinois veulent placer leurs pions rapidement sur l'échiquier vietnamien...



Congrès à accorder le statut commercial normal permanent (PNTR) au Viêt Nam. De l'autre côté, Washington fait pression sur Hà Nội pour qu'il accède à 3 requêtes américaines, à savoir :

1) Accepter la surveillance des États-Unis sur le programme nucléaire vietnamien à Da Lat afin d'éviter un problème similaire à celui de la Corée du Nord

2) Participer au programme de coopération visant à ne pas diffuser d'armes de destruction massive

3) Accepter les activités des organisations caritatives américaines (Peace Corps) au Viêt Nam

Ces requêtes sont somme toute assez banales dans les relations des États-Unis avec d'autres nations. En revanche, elles le sont moins pour les autorités vietnamiennes qui ont refusé à plusieurs reprises de les satisfaire à cause de l'influence du grand frère chinois.

En rencontrant les dirigeants vietnamiens à Hà Nội, Georges Bush a abordé la nécessité d'accroître la coopération entre les deux pays afin de contribuer à la résolution des problèmes régionaux et mondiaux. Washington est prête à aider au développement économique du Viêt Nam par des investissements directs

mais demande à Hà Nội d'accepter un partenariat stratégique avec les américains, sur deux points concrets. D'abord la coopération militaire, notamment dans les domaines maritimes et terrestres. Ensuite la location d'un port militaire afin que les bâtiments de l'US Navy de la flotte du Pacifique puissent ravitailler sur le chemin du Moyen Orient. Selon diverses sources, le Pentagone chercherait à louer un port au nord de Cam Ranh, au centre du Viêt Nam. Mais Hà Nội craint la réaction de la Chine. Une telle décision n'est pas difficile à prendre pour un pays indépendant et autonome, mais pour les autorités communistes vietnamiennes c'est un dilemme car Pékin cherche également à louer Cam Ranh, l'ancienne base navale de l'URSS.

Les pressions de Georges Bush et Hu Jintao démontrent qu'américains et chinois veulent placer leurs pions rapidement sur l'échiquier vietnamien, dans le but d'attirer ce pays dans leur zone d'influence respective. Autrement dit, les propositions de coopérations économiques, commercia-



Hu Jintao et George W. Bush au sommet des pays de l'APEC.

les, d'investissements directs visent le même but : amener le Viêt Nam à coopérer militairement avec la Chine ou avec les États-Unis pour faire pencher l'équilibre géostratégique en Asie du Sud-Est. Washington et Pékin présentent la coopération économique comme une carotte devant Hà Nội, pour que celle-ci serve leurs intérêts propres dans la région. Une fois ce problème posé, on comprend mieux pourquoi la situation politique au Viêt Nam va se complexifier. Les mouvements pro-démocratiques ne doivent plus seulement faire face au PCV ; ils doivent aussi compter avec les ambitions américaines et chinoises. Ces ambitions sont certainement contraires aux intérêts et aspirations du peuple vietnamien.

En résumé, les relations entre le Viêt Nam et les États-Unis et la Chine après le 14ème sommet des pays de l'APEC vont devenir plus complexes. Le Viêt Nam fait l'objet d'une concurrence entre américains et chinois. Les autorités communistes vietnamiennes sont foncièrement avides, cherchant toujours un appui à l'étranger pour « stabiliser la situation politique intérieure ». Les dirigeants vietnamiens seront bien embarrassés pour répondre aux pressions des deux grandes puissances, sans compter la pression populaire toujours plus forte depuis quelque temps. ■

21 Novembre 2006
Ly Thai Hung



La baie de Cam Ranh a été utilisée tour à tour par les marines américaines et soviétiques entre les années 60 et 80.

Louanges et condamnations après la décision de normaliser les liens commerciaux avec le Viêt Nam

CNSNews.com
12 décembre 2006

Par Patrick Goodenough

La décision de normaliser les relations commerciales avec le Vietnam – un des actes finals du Congrès américain sortant – a été applaudie par le gouvernement communiste de Hà Nội et par les grands patrons américains, mais a consterné des militants démocrates vietnamiens.

Trois décennies après la fin de la guerre du Viêt Nam, le sénat a voté samedi pour abroger une loi remontant à l'époque de la Guerre Froide, loi qui liait les Permanent Normal Trade Relations (PNTR) (relations commerciales normales et permanentes) à la façon dont le Viêt Nam traitait les droits de l'homme et les questions d'immigration.

Cette abrogation faisait partie d'un lot législatif qui augmentait les droits de forage pour le pétrole et le gaz dans le Golfe du Mexique. Elle a été votée à 79 voix contre 9, par des membres des deux grands partis, un jour après un vote similaire par la Chambre.

Aussi appelé most favored nation status (statut de la nation la plus favorisée), PNTR offrira aux pays du sud-est asiatique les mêmes conditions et droits de douane que ceux déjà offerts par les États-Unis aux autres pays PNTR, en conformité avec les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce. Hà Nội adhèrera à l'OMC le mois prochain.

Le Président Bush, qui s'est rendu au Vietnam le mois dernier pour un sommet Asie-Pacifique, a félicité les législateurs pour leur vote, déclarant : Le « Vietnam démontre son engagement fort à poursuivre les réformes économiques, ce qui renforcera la réforme politique et le respect des droits de l'homme. »

La représentante U.S. pour le commerce Susan Schwab a déclaré que l'attribution du statut PNTR « démontre à nos partenaires commerciaux l'engagement des États-Unis en Asie de l'Est pour renforcer et approfondir nos rapports dans cette région. »

Néanmoins, la répression politique et les violations des droits de l'homme par le gouvernement vietnamien, en particulier les brutalités ou le manque de liberté religieuse, demeurent des sujets préoccupants aux yeux de certains groupes d'opinions.

Pendant la discussion à la Chambre, vendredi, plusieurs de ses membres ont été cités comme ayant soulevé la question des droits de l'homme. Les défenseurs ont objecté, cependant, que la levée des restrictions commerciales aiderait à pousser Hà Nội vers des réformes économi-

ques et politiques plus profondes, et augmenterait la pression sur le régime pour qu'il réponde aux normes internationales.

Le Viêt Tân, Parti pour la Réforme au Viêt Nam, basé en Californie, faisait parti des mécontents après le vote législatif.

La porte-parole du parti, Chi Dang, disait lundi à Cybercast News Service qu'il regrettait ce changement au moment où « empire le non respect des droits de l'homme au Viêt Nam, au lieu de s'améliorer. » « Le parti a partagé les soucis de beaucoup de militants pour les droits de l'homme au Viêt Nam, d'associations internationales de défense des droits, et de la Commission des États-Unis sur la liberté religieuse dans le monde (USCIRF). »

Viêt Tân a été également consterné au sujet de la décision récente de l'administration – la veille de la visite de Bush à Hà Nội – de retirer le Viêt Nam de la liste des countries of particular concern (CPCs) (pays particulièrement préoccupant pour de considérables entraves à la liberté religieuse.)

Le département d'état a parlé de « l'améliora-

« l'économie du Viêt Nam est fortement contrôlée par le gouvernement. S'il y a des bénéfices économiques, ces gains seront récoltés en grande partie par ceux qui seront proche du pouvoir. »

Dang Thanh Chi, porte-parole du Viêt Tân



tion significative en faveur de la liberté religieuse, » bien que juste une semaine plus tôt l'USCIRF, un indicateur défini en vertu d'une loi de 1998 et destiné à conseiller les organes exécutifs et législatifs, ait invité la secrétaire d'état Condoleezza Rice à garder le Viêt Nam sur la liste de CPC.

Dang a contesté l'argument selon lequel la levée des restrictions commerciales avec le Viêt Nam accélérerait les réformes internes.

Elle a ajouté « Le commerce par lui-même n'améliore pas nécessairement la vie des gens sous des régimes escrocs. Ce n'est qu'à condition d'utiliser volontairement le commerce pour promouvoir les droits de l'homme que des changements positifs peuvent avoir lieu. »

« Aujourd'hui, l'économie du Viêt Nam est fortement contrôlée par le gouvernement. S'il y a des bénéfices économiques, ces gains seront récoltés en grande partie par ceux qui seront proche du pouvoir. »

Viêt Tân, qui affirme avoir des adhérents à l'intérieur du Viêt Nam et à l'étranger, déclare que son but est « d'établir la démocratie et de réformer le pays par des moyens pacifiques. »

Dans un éditorial, le quotidien Nhan Dan Viêt Nam (Peuple Vietnamien) - l'organe central du parti communiste - a qualifié le vote par le Congrès de « signe éloquent des réussites de la politique étrangère d'ouverture du Viêt Nam, de la multilatéralisation et de la diversification et une confirmation éclatante du succès du processus de renouvellement, lancé par le parti communiste du Viêt Nam, au cours des 20 dernières années. »

Après la décision de la normalisation commerciale, le journal juge que « les relations entre les deux pays seront encore renforcées dans la sens d'un partenariat constructif, de l'amitié et de la coopération multiforme sur la base de l'égalité, du respect et des intérêts mutuels. » ■

Voyage aux Etats-Unis du dissident Nguyen Chinh Ket

Le dissident Nguyen Chinh Ket est arrivé à San Francisco dans la soirée du 20 décembre 2006, après être passé par un pays tiers. Un certain nombre de proches et de journalistes vinrent l'accueillir à sa descente d'avion.

Nguyen Chinh Ket est professeur de théologie au Viêt Nam. Agé de 54 ans, c'est un dissident de longue date qui n'a de cesse de s'opposer aux autorités vietnamiennes en militant pour la démocratie et la liberté religieuse au Viêt Nam.

Ces derniers temps, son militantisme lui valut de nombreuses difficultés de la part des autorités vietnamiennes. Comme de nombreux autres dissidents, il a subi le blocus des autorités durant le sommet des pays de l'APEC à Hà Nội, le mois dernier. Le 10 décembre 2006, le Réseau Vietnamien des Droits de l'Homme lui a décerné le prix 2006 des Droits de l'Homme, ainsi qu'au dissident Do Nam Hai.

En apprenant la nouvelle, muni de son passeport, Nguyen Chinh Ket s'est rendu au consulat des Etats-Unis à Sai Gon afin de demander un visa d'entrée sur le territoire américain. Très au fait des obstructions dont sont coutumières les autorités vietnamiennes, il les contourna par avance en se rendant dans un pays tiers pour y prendre l'avion qui allait l'amener aux USA.

Dans l'après-midi du dimanche 24 décembre, le Réseau Vietna-



mien des Droits de l'Homme organisa une conférence de presse à Westminster, près de Los Angeles, en présence de Nguyen Chinh Ket. La conférence de presse rassembla de nombreux médias, des représentants de la communauté et des associations vietnamiennes de Californie. M. Le Minh Nguyen, le coordinateur du Réseau Vietnamien des Droits de l'Homme anima la conférence de presse.

Nguyen Chinh Ket affirma catégoriquement qu'il reviendrait prochainement au Viêt Nam pour continuer la lutte pour la démocratie. Il précisa que si jamais les autorités vietnamiennes voulaient l'en empêcher, il appellerait au soutien des vietnamiens de l'étranger pour obtenir le droit de rentrer au pays. Nguyen Chinh Ket fit savoir que le but de son voyage, outre la réception du prix décerné par le Réseau Vietnamien des Droits de l'Homme, était aussi d'améliorer la coopération entre les vietnamiens de l'étranger et ceux de l'intérieur qui militent pour la démocratie au Viêt Nam.

A la fin de la conférence de presse, Nguyen Chinh Ket reçut de longs applaudissements, notamment de la part des jeunes vietnamiens présents sur place. ■

La vérité sur l'abrogation du décret 31/CP du 14 avril 1997

Lê Thi Cong Nhan



Actuellement, le milieu juridique vietnamien et les personnes qui s'intéressent à la démocratie pour le Viêt Nam, et même certains dissidents, se félicitent de l'annonce de l'abrogation du décret 31/CP, annoncée par Vo Van Kiet le 14 avril 1997.

Le libellé complet du décret est « décret gouvernemental n° 31/CP du 14 avril 1997 sur la détention administrative ». Il a été appliqué à des personnes qui ont porté atteinte à la sécurité nationale, comme c'est spécifié dans le chapitre 1er du Code Pénal, mais « ne relevant pas du cadre des affaires criminelles » (chapitre 2). C'est l'argument législatif le plus efficace auquel recourt le régime vietnamien pour réprimer le mouvement démocratique à l'intérieur du pays. Il semblerait que ce soit l'unique fonction et raison d'être du décret 31/CP : réprimer les militants qui, en leur âme et conscience, luttent pacifiquement pour la démocratie et l'instauration d'un système politique pluraliste et moderne au Viêt Nam.

Dans le passé comme aujourd'hui, les autorités vietnamiennes ont toujours accusé les dissidents d'avoir « menacé la sécurité nationale », ou bien de « chefs d'accusation » du genre : rébellion, propagande anti-révolutionnaire, abus de démocratie, atteinte à l'union nationale, atteinte à la dignité des dirigeants, etc. afin de pouvoir les réprimer ouvertement, les arrêter, les interroger, les faire licencier par leurs employeurs, les assigner à résidence, etc. Or nous le savons tous, l'assignation à résidence est le moyen le plus utilisé par le pouvoir, de manière arbitraire, pour réprimer les dissidents.

L'assignation à résidence est considérée par les autorités comme une simple acte administratif. Cela veut dire : même sans instruction ouverte, sans charges valables, le gouvernement peut décider d'assigner à résidence des personnes de 6 mois à 2 ans (article 1er), en leur faisant porter le chapeau de l'« atteinte à la sécurité nationale ». Le plus terrible et le plus obscur dans le décret 31/CP concerne le passage « ne relevant pas des affaires criminelles ». Le gouvernement n'en précise pas la limite et se laisse volontairement une très large marge de manœuvre pour appliquer le décret à quiconque présentant une menace pour le régime. C'est pour cette raison que ce décret a été souvent utilisé pour réduire au silence certaines personnes sans avoir à se justifier, sans avoir à subir la publicité négative des procès expéditifs et à sens unique !

C'est à cause de ce décret que beaucoup de personnes, militants pacifiques pour la démocratie, se sont retrouvés en prison chez eux durant ces dernières années.

Lorsqu'elle se retrouve dans cette situation, la victime, pour quitter son domicile, est obligée de demander une permission, en présentant « des raisons valables », afin que les autorités délivrent ou non une permission écrite (article 17). Ce décret stipule beaucoup d'obligations auxquelles l'assigné à résidence doit se plier. Mais il n'y a rien concernant les devoirs et obligations des autorités. Celles-ci sont libres d'accorder ou non la permission de sortie, de manière totalement arbitraire. L'esprit de ce décret est donc de servir à discrétion les intérêts du régime en place et non pas de protéger les citoyens contre une quelconque menace.

Les lecteurs peuvent s'étonner du titre de l'article et de son contenu car, jusqu'à présent, nous n'avons fait qu'analyser le décret 31/CP.

Alors venons-en au décret 22/NQ-CP, promulgué le 5 septembre dernier, qui a fait beaucoup couler d'encre, à l'intérieur du Viêt Nam comme à l'étranger, à cause de son article 5 :

« 5. Le gouvernement a lu le rapport du ministre de la justice proposant l'abrogation du décret 31/CP du 14 avril 1997 sur la détention administrative.

Le gouvernement à l'unanimité, dans le but de construire un état de droit pour la République Socialiste du Viêt Nam, d'intégrer



la communauté internationale et de réformer la législation, juge cette abrogation nécessaire. Le gouvernement délègue au ministre de la justice qui, au nom du premier ministre, mènera cette opération dans les règles et en rendra compte au bureau exécutif du gouvernement. Le Parlement ratifiera l'abrogation, en totalité ou partiellement, des mesures relatives à la détention administrative présentes dans le décret 31/CP. »

A l'évidence, le régime communiste vietnamien a fait un pas pour éviter que ne se renouvellent les erreurs commises par lui-même dans le passé. Ainsi l'article 5 exprime la volonté de « construire un état de droit pour la République Socialiste du Viêt Nam, d'intégrer la communauté internationale, et de réformer la législation » et le gouvernement juge nécessaire l'abrogation du décret 31/CP. »

Mais est-ce vraiment son souhait ?

La réponse est négative parce que l'abrogation du décret 31/CP ne revêt pas l'importance dont le gouvernement vietnamien prétend le parer pour tromper l'opinion publique, parce que depuis longtemps ce décret n'est plus appliqué, depuis le 1er octobre 2002 exactement, date de mise en application de l'ordonnance sur le règlement de la violation administrative 2002.

Nous savons tous la force d'une ordonnance, qui vient juste après celle de la constitution et de la loi. Si plusieurs textes juridiques traitent la même question, le plus récent prime sur les autres. Par conséquent, l'ordonnance sur le règlement de la violation administrative prime sur le décret 31. L'ennui c'est que toutes les stipulations sur la détention administrative du décret 31 ont été reprises habilement et plus vicieusement dans l'ordonnance 2002 où elles

conservent l'esprit du décret 31 avec ces articles :

- Article 6, clause 2 : La « cible pour l'application de l'autre règlement administratif est énoncée dans les articles 23, 24, 25, 26 et 27 de cette ordonnance. »

- L'article 22 stipulait que le règlement administratif consistait entre autres à : remettre à l'éducation locale, au service correctionnel obligatoire, à l'établissement éducatif obligatoire et transférer au service médical et à la détention administrative.

- L'article 27 attribuait au Comité du Peuple, au niveau provincial, « la responsabilité de juger un individu qui avait attenté à la sécurité nationale sans toutefois être passible de poursuites criminelles. La durée de détention prévue va de 6 mois à de 2 ans. »

L'intégration astucieuse du décret 31 dans l'ordonnance en accroît la force. Les méthodes de remise au service éducatif (article 25) et de remise au service médical (article 26) ont été également incorporées à cette ordonnance avec un large éventail de modalités d'exécution. Ces deux méthodes d'oppression sont employées couramment par le régime à l'encontre des militants pour la démocratie parce que, sous couvert d'éducation, en vérité on emprisonne. La rééducation pourrait servir dans le cas d'un criminel mais, sous le prétexte grotesque de rééduquer, le gouvernement opprime le dissident. La remise au service médical, telle que stipulée par l'ordonnance, vise les toxicomanes et les prostituées (article 25, clause 2) ; en fait, le gouvernement vietnamien s'attaque aux dissidents, leur attribuant de prétendus troubles mentaux et les enfermant en hôpital psychiatrique.

Par conséquent, si le pouvoir vietnamien déclare qu'il « estimait nécessaire d'abroger le décret 31/CP de détention administrative »

...l'abrogation du décret 31/CP ne revêt pas l'importance dont le gouvernement vietnamien prétend le parer pour tromper l'opinion publique...

alors ils doit enlever toutes les stipulations sur la détention administrative, et non pas se limiter à un décret qui était déjà tombé en désuétude.

Le régime communiste vietnamien s'est donc contenté de supprimer le décret 31 une seconde fois et sa véritable intention est manifeste. Actuellement, l'ordonnance sur le règlement de la violation administrative, le décret 38/CP publié le 18 mars 2005 sur la réunion de citoyens et le décret 56/CP sur la culture et la communication publié le 6 juin 2006, sont bien plus habiles et bien plus redoutables pour opprimer les militants pro-démocratie qui contestent courageusement le régime, responsable notamment de la mauvaise situation sociale. La méthode de détention, sous l'euphémisme de « résidence surveillée », reste en vigueur d'après l'ordonnance sur le règlement de la violation administrative 2002.

En 1991 le congrès communiste vietnamien avait enlevé le « décret de la Rééducation Concentrée », un décret qui avait duré 3 ans (jusqu'en 1991, ceux qui avaient été condamnés 5 fois consécutives avaient subi 15 ans de prison sans interruption). Mais avec l'ordonnance 2002, le régime a reconstitué ce décret en « remettant au service d'éducation de 6 mois à 2 ans, avec possibilité arbitraire de prolongation. »

Par conséquent, tous les combattants pour la démocratie et l'opinion publique doivent être entièrement et correctement informés sur la tactique du régime communiste vietnamien. ■

**Hà Nội, 11-11-2006
Lê Thị Công Nhân, Avocate**



Les Etats-Unis maintiennent la pression sur le Viêt Nam sur la question des droits de l'homme

Mercredi 13 Décembre
HANOÏ (AFP)

« Des liens commerciaux plus étroits avec le Vietnam n'empêcheront pas les Etats-Unis de faire pression sur le pays communiste pour les droits de l'homme et la liberté religieuse. » déclare l'ambassadeur des Etats-Unis, Michael Marine, lors d'un entretien avec la presse.

« Nous ne voulons pas nous asseoir pour seulement parler, nous voulons voir des progrès sur ces questions.

Cette année, le Vietnam a relâché son contrôle sur les dissidents. ne les resserrant qu'avant et pendant le sommet de l'APEC (Coopération Economique en Asie-Pacifique) du mois dernier, juste assez pour les empêcher de parler aux étrangers et aux médias.

Juste avant le sommet de l'APEC, les autorités ont pris des mesures manifestement destinées à limiter la rencontre des étrangers avec les dissidents et à empêcher ces derniers d'accéder à Internet et à d'autres moyens de communication.

C'est une évolution inquiétante, que nous surveillons étroitement.

Les démocrates du « bloc 8406 » [appelés ainsi en référence à la date à laquelle a été lancé le mouvement cette année] sont puissants à la mesure de leurs convictions. La force de leurs convictions est telle qu'ils veulent parler haut et fort.

Je pense qu'ils sont de vrais



« Les démocrates du Bloc 8406 sont puissants à la mesure de leurs convictions. »

**Michael Marine, ambassadeur
des Etats-Unis au Viêt Nam**

patriotes, qui veulent le meilleur pour le Vietnam. Nous appuyons la croissance de la démocratie, à un rythme adapté au Vietnam et voulu par les vietnamiens.»

La semaine précédant l'arrivée du Président des USA George W. Bush, pour le sommet de l'APEC de novembre, le Vietnam a été retiré de la liste noire des « pays particulièrement préoccupants » (CPC) pour la répression des libertés religieuses.

La semaine dernière, le Congrès a accordé au Vietnam le statut commercial normal et permanent, non sujet à révision annuelle, un pas de plus de Washington, selon les critiques, qui diminue la pression pour le changement sur les droits de l'homme au Vietnam.

Marine ajoute « J'ai entendu ces arguments. Je ne les accepte pas. Nous continuerons à nous impliquer sur la question de la liberté religieuse, autant maintenant qu'en octobre. Que le Vietnam ne soit plus sur la liste des CPC n'a rien changé hormis la reconnaissance par notre administration d'un progrès par l'extension de l'espace religieux. La tâche n'est pas terminée pour le Vietnam, par exemple en permet-

tant aux groupes religieux d'effectuer des actions sociales et caritatives, en acceptant davantage de séminaires catholiques et d'écoles protestantes. »

Marine déclare qu'il est en contact avec le dissident Pham Hong Son, un médecin libéré en août après plus de quatre ans de prison pour avoir diffusé ses écrits pro-démocratiques sur Internet.

Son a affirmé durant le sommet de l'APEC qu'il avait été battu par les forces de sécurité.

Selon Marine, il n'y a « aucune raison de douter que Son ait été physiquement maltraité. C'est inacceptable. »

L'ambassadeur des USA souligne que le Vietnam n'a rien à craindre de la démocratie.

« Je pense qu'il y a quelque chose à gagner pour le Vietnam en permettant une plus grande liberté d'expression et la liberté d'association ».

« Le vrai bon fonctionnement de n'importe quel gouvernement suppose que les citoyens puissent commenter la politique menée et les méthodes de ce gouvernement. » ■



Les drames après la Journée Nationale de la Résistance

Ly Thai Hung

En ce mois de décembre, le Parti Communiste du Viêt Nam (PCV) mobilise beaucoup de moyens pour organiser les cérémonies du 60^{ème} anniversaire de ce qu'ils nomment la « Journée Nationale de la Résistance » contre les français, le 19 décembre 1946. À cette époque, Ho Chi Minh, en tant que président de la République Démocratique du Viêt Nam, titre usurpé des mains du gouvernement Tran Trong Kim en août 1945 lorsque le Japon a capitulé devant les Alliés, a appelé le peuple vietnamien, et spécialement les habitants d'Hà Nội, à se retirer des villes pour protester contre l'offensive de l'armée française. C'est également à cette époque que Ho Chi Minh et le PCV ont soutenu que la France avait violé les pré-accords franco-vietnamiens du 6 mars et du 14 septembre 1946, signés entre le Viêt Minh et la France visant à régler la question de l'indépendance du Viêt Nam. Certains croient que la résistance menée à cette époque était justifiée, mais il n'en est rien.

La situation au Viêt Nam en ce mois d'août 1945 est un vide politique, après la capitulation japonaise. Le Viêt Minh a profité de cette occasion le 19 août 1945 pour usurper le pouvoir en exploitant les manifestations populaires contre le gouvernement de Tran Trong Kim. Deux semaines après, le 2 septembre, Ho Chi Minh et le Viêt Minh proclament l'indépendance du Viêt Nam sur la place Ba Dinh. L'ambiance du pays est alors effervescente, très joyeuse, car les vietnamiens aspirent profondément à l'indépendance et à l'unité. Les partis, or-

ganisations politiques et religieuses du côté nationaliste ont coopéré avec le Viêt Minh pour construire un gouvernement provisoire. Ce gouvernement pluraliste était composé des représentants des partis nationalistes et du Viêt Minh communiste. En outre, bien que ce n'était pas élargi à tout le pays, mais le peuple vietnamien a pu tout de même participer à la première élection législative du Viêt Nam 'indépendant'. Pour résumer, le sentiment général était à l'euphorie car la majorité de la population vietnamienne se réjouissait de l'indépendance du pays, sans se préoccuper du clivage nationaliste communiste. L'adhésion populaire était motivée par le patriotisme.

Mais le problème était que Ho Chi Minh et les dirigeants du Viêt Minh jouaient un double jeu. Officiellement, ils appellent à l'unité et la coopération avec tous les partis politiques afin de construire un gouvernement stable. Officieusement, ils cherchent à éliminer physiquement les partis nationalistes afin de s'approprier le pouvoir, avec le but final de créer un régime communiste dans toute la péninsule indochinoise, aux ordres de l'Union Soviétique. C'est ainsi qu'ils ont signé en douce les accords du 6 mars 1946, ouvrant la voie au



22 mars 1946, le général Leclerc en présence de Vo Nguyen Giap du Viêt Minh, passe en revue les troupes françaises et vietnamiennes.

retour de la France au Viêt Nam. Ensuite, ils se sont servis des français pour faire arrêter les membres des partis nationalistes afin de mieux récupérer la situation. Mais la situation échappa des mains du Viêt Minh à cause de la volonté française de restaurer son pouvoir en Indochine après la Seconde Guerre Mondiale. Pour tenter de renverser la situation, Ho Chi Minh lance son appel à la « Journée Nationale de la Résistance » le 19 décembre 1946. Ce jour là, ce n'est pas le point de départ de la résistance vietnamienne contre le colonisateur pour la restauration de l'indépendance. Ce jour est le point de départ d'une série de drames subis par le Viêt Nam à cause de l'avidité de Ho Chi Minh et des dirigeants du Viêt Minh, lorsqu'ils ont lancé cet appel.

En effet, si dès septembre 1945, après avoir pris le pouvoir, communistes et nationalistes ont réellement coopéré ensemble





La division du pays en deux après les accords de Genève a créé un exode massif des vietnamiens du Nord vers le Sud. Les exilés fuyaient le communisme.

pour reconstruire le pays, négocier avec la France pour l'indépendance, alors il n'y aurait peut être pas eu les drames qu'a connu le Viêt Nam depuis 60 ans. Les pays ayant une situation similaire comme la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines... ont obtenu leur indépendance sans passer par une guerre longue et sanglante. Dans le même temps, Ho Chi Minh et le Viêt Minh ont précipité notre peuple dans une guerre dont les effets perdurent encore de nos jours. Notre pays reste pauvre, arriéré et gouverné par une dictature qui bafoue les droits de son peuple. Cette journée de la résistance est bien le point de départ d'une série de drames qui a frappé le pays et peuple vietnamien.

Le premier drame est les 9 années de guerre contre la France. Cette guerre inutile a sé-

paré et brisé des millions de familles, affaiblissant davantage le potentiel national.

Le second drame est la division du Viêt Nam en deux le 20 juillet 1954, où le Viêt Minh, sur les ordres de Pékin et de Moscou, a accepté les accords de Genève. Les conséquences néfastes de cette division ne se sont pas révélées uniquement sur le plan matériel, mais elle a laissé de profondes cicatrices dans les esprits de la population. Aujourd'hui encore, le clivage nord-sud peine à être effacé dans la société vietnamienne.

Le troisième drame est la guerre entre le nord et le sud-Viêt Nam de 1954 à 1975. Sous le slogan « *Libérer le sud-Viêt Nam miséreux et occupé par les impérialistes* », le PCV a sacrifié la vie des millions de vietnamiens du nord sur les champs de bataille. La conséquence est la destruction des forces vives de la nation, qui a mis plus de 20 ans à se relever après la fin de la guerre.

Le quatrième drame est l'isolement politique et économique du Viêt Nam après 1975, lorsque le PCV a voulu réaliser ses ambitions hégémonistes et créer une fédération communiste dans les pays de l'ex-Indochine. La conséquence de cet isolement est la quasi faillite de l'économie vietnamienne dans les années 86-87.

Si l'on considère l'ensemble de ces drames qui ont frappé le Viêt Nam, peu de plumes pourraient décrire totalement la situation. Malgré 20 ans de « doi moi » (changement), même un

peuple travailleur comme les vietnamiens n'ont pas réussi à sortir le Viêt Nam de la pauvreté. Et même si la situation s'améliore lentement, tant que le régime communiste restera en place, la population n'aura jamais accès à la liberté, au bonheur comme connaissent actuellement les pays qui étaient au même niveau que le Viêt Nam il y a 60 ans. Il faut bien voir le revers de la médaille à travers la propagande communiste sur la « Journée Nationale de la Résistance » pour bien se rendre compte que Ho Chi Minh et le Parti Communiste Vietnamien a commis des fautes graves envers la nation et le peuple. On ne peut pas tirer profit des victoires militaires sur les français et les américains pour masquer les erreurs commises il y a 60 ans. S'il n'y avait pas eu la « Journée Nationale de la Résistance » du 19 décembre 1946, peut être que notre peuple aurait connu un meilleur destin, plus paisible comme celui des pays voisins. Si les communistes vietnamiens n'avaient pas ouvert la porte au retour de la France au Viêt Nam à travers les accords du 6 mars 1946, s'ils n'avaient pas éliminé physiquement les partis politiques nationalistes pour s'approprier le pouvoir, alors l'histoire de ces 60 dernières années du Viêt Nam aurait sans doute été bien plus belle que celle que le Parti Communiste Vietnamien est en train de broder pour leurrer la population.

La « Journée Nationale de la Résistance » est une tâche dans l'histoire de notre pays. ■

Ly Thai Hung
19 décembre 2006

contact@viettan.org — www.viettan.org

BUREAU PRINCIPAL

2530 BERRYESSA RD. #234
San Jose, CA 95132 — USA
Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223
Shiba, Tokyo 105-91 — JAPAN
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP130
92185 Antony Cedex- FRANCE
Tél. / fax : (33) 1.46.86.85.22

AUSTRALIE

P.O. Box 791
Bankstown, NSW 2200
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

